Turquie : le combat pour le Non au référendum constitutionnel et la fuite en avant d'Erdogan

vendredi 10 mars 2017, par [AYDIN Uraz](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mars 2017).

A six semaines du référendum concernant des modifications constitutionnelles permettant l'instauration d'un régime présidentiel autocratique, le régime ne voit pas d'inconvénient à dépasser les bornes dans la criminalisation du Non.

Le président Erdogan s'est dernièrement permis d'affirmer que les « martyrs » de la tentative de coup d'État du 15 juillet étaient pour le Oui, alors que les putschistes qui bombardaient le peuple étaient des défenseurs du Non... Il avait auparavant aussi affirmé que ceux qui soutenaient le Non sont ceux qui veulent diviser le pays et portent atteinte au drapeau de la nation, comme le PKK...

Cette rhétorique, où le Oui est présenté par le régime comme une « réponse » au 15 juillet et le Non identifié au terrorisme, lui est nécessaire car il existe une part considérable d'indécis dans la base de l'AKP, mais surtout un désaccord important dans celle du MHP d'extrême droite. Ainsi, le leader du MHP, Bahçeli, concurrencé par une forte opposition, avait profité du coup d'État avorté pour se soumettre à Erdogan et exclure les chefs de l'opposition, en les accusant d'être téléguidés par la confrérie Gülen (présumée responsable du putsch). Mais ce soutien excessif à Erdogan a intensifié la fracture au sein du MHP.

Étant donné que le seul point commun entre les différentes composantes du Non est l'opposition à un régime présidentiel qui abolira la séparation des pouvoirs et dont Erdogan serait le chef suprême, une campagne unitaire n'est pas envisageable. Aussi les défenseurs du Non - républicains, islamistes, kurdes, extrême gauche, extrême droite, diverses associations (professionnels, écologistes...), syndicats... - mènent leur propre campagne avec leurs propres arguments.

Inutile de préciser que dans les campagnes de la gauche au sens large qui se concentrent principalement sur les atteintes aux droits démocratiques, les revendications sociales sont les grandes absentes. Mais cependant chaque nouvel acte de répression de la part du régime nourrit le Non, comme par exemple par un décret-loi l'exclusion de leur profession de 180 universitaires signataires de la pétition pour la paix. Le vaste mouvement de solidarité avec ces universitaires limogés (dont l'auteur de cet article ainsi qu'un autre membre de la section turque de la IV^e Internationale) s'est spontanément intégré à la dynamique du Non.

Ouvrir une brèche

Les pourcentages d'intention de vote semblent assez proches, même si chaque institut de sondage privilégie le Oui ou le Non selon sa position politique. Toutefois la possibilité d'une victoire du Non est cette fois-ci bien réelle, principalement en raison de la crise de l'extrême droite. Si celle-ci ne mettra sûrement pas fin à la dérive autoritaire et aux tentations dictatoriales d'Erdogan, elle fournira le potentiel pour une puissante résistance face à une nouvelle vague de répression que le

Duce turc engagera très probablement pour se venger de cette défaite.

Au niveau international, alors que la victoire de Trump n'a pas donné les résultats qu'Ankara espérait, à savoir un changement radical de politique sur la question kurde avec le retrait du soutien de Washington au PYD, la crise diplomatique avec l'Allemagne amorcée la semaine dernière s'intensifie. En effet après avoir qualifié de « pratiques nazies » l'annulation de trois rassemblements publics en Allemagne auxquels devaient participer des ministres turcs, Erdogan s'est exclamé : « Si je le veux, je viendrai en Allemagne ; si vous m'arrêtez à la porte et ne me laissez pas parler, je mettrai le monde sens dessus-dessous »...

Le discours agressif d'Erdogan, dans sa politique intérieure comme à l'extérieur, atteste clairement du rétrécissement de son champ de manœuvre et de sa fuite en avant. Dans ce cadre, le combat pour le Non est décisif : sa victoire offrirait l'opportunité d'ouvrir une brèche dans l'édifice erdoganien et redonnerait de l'espoir aux peuples de Turquie.

D'Istanbul, Uraz Aydin

P.-S.

* Article écrit pour l'hebdomadaire l'Anticapitaliste.